

REFERENDUM

L'Europe sociale, comment ?

L'Europe ? Quelle Europe ? Comment avancer ? Les adhérents du Cercle Progressiste Carnussien ont largement débattu du projet de Traité Constitutionnel. Comme partout en France, les avis sont partagés.

Les tenants du **NON** reprochent avant tout au texte son orientation libérale, ses insuffisances, ses ambiguïtés et la quasi-impossibilité de le réviser. Ils prônent donc son rejet et souhaitent le renégocier.

Les tenants du **OUI** considèrent que le texte apporte des avancées substantielles en matière de démocratie et de social. Ils proposent son approbation, considérant qu'un combat politique au sein du Parlement Européen permettra les avancées sociales attendues.

Ceci reflète la grande diversité politique des membres du Cercle Progressiste, diversité de la gauche française elle-même. Mais, l'ensemble des adhérents du Cercle Progressiste, qu'ils soient **POUR** ou **CONTRE** le Traité Constitutionnel Européen, sont favorables à la construction européenne et se rassemblent sur une notion forte : **la nécessité d'une Europe plus démocratique, plus sociale, plus solidaire, plus progressiste.**

Qu'est-ce pour nous une Europe plus démocratique, plus sociale, plus solidaire, plus progressiste ? C'est une Europe qui ne soit plus dictée uniquement par les impératifs monétaires et économiques. C'est une Europe où les *critères de convergence* ne doivent plus être seulement, comme actuellement, ceux du déficit budgétaire (3% du PIB) ou de l'endettement (60% du PIB) des Etats-membres. C'est une Europe où les *critères de convergence* pourraient aussi, par exemple, viser un **taux de chômage** inférieur à 5%, un **taux de pauvreté** inférieur à 5%, un **taux de mal logés** proche de zéro, un **taux d'illétrisme** nul, une **aide publique au développement** des pays pauvres supérieure à 1% du PIB. Bref, une Europe moderne où chacun s'y retrouve et qui ne laisse pas sur le côté une part importante de la population.

Ce numéro du Journal du Cercle Progressiste essaye, dans cette optique, de donner quelques éléments de réflexion complémentaires aux Carnussiens dans la perspective du vote du 29 Mai.



- Dis papa, c'est loin l'Europe Sociale ?

- Tais-toi et rame...

Les transports en commun en panne...

Transport scolaire, tramway, troisième voie SNCF entre Aubagne et Marseille : Où en est-on ?



Le désengagement de l'Etat dans le financement des transports en commun a des conséquences dramatiques pour les Carnussiens. Les autoroutes sont saturées. Les lycéens et étudiants se déplacent difficilement. Les finances locales, sollicitées, ont du mal à suivre... Chronique d'une situation scandaleuse qui pénalise chaque jour nos concitoyens.

page 4

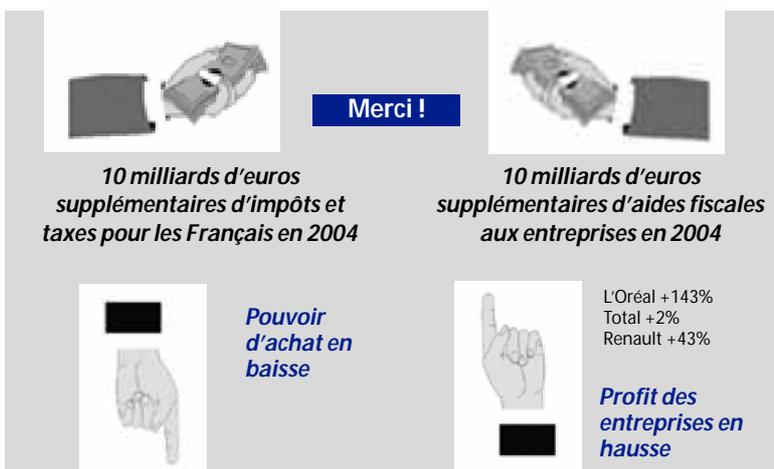
IMPOTS LOCAUX Pourquoi augmentent-ils ?

Chirac et Raffarin transfèrent massivement des compétences aux Régions et aux Départements. Quelles conséquences pour nos impôts locaux ?

page 2

IMPÔTS LOCAUX

L'Etat se désengage, ils augmentent !



Chirac et Raffarin affirment baisser les impôts des Français. **Quel double langage !** Ils baissent d'un côté (impôt sur le revenu), mais l'Etat transfère ses charges aux Collectivités Locales qui doivent augmenter leurs propres impôts...

Communauté Urbaine : création d'un nouvel impôt, notamment pour compenser la diminution du financement du tramway par l'Etat.

Conseil Général : + 9,5 %, lié à la forte augmentation du nombre de bénéficiaires de l'aide aux personnes âgées (APA) et du revenu minimum d'insertion (RMI) décentralisés par l'Etat.

Région : +30 % (+6€ par habitant) en raison des désengagements de l'Etat (Economie, Université, infrastructures).

Commune : les impôts suivront l'inflation. Pour combien de temps si la Dotation de l'Etat baisse et si les charges augmentent ?

> 10 milliards d'euros d'allègements fiscaux supplémentaires pour les entreprises en 2004.
> 10 milliards d'euros d'impôts et de taxes supplémentaires pour les Français en 2004.
> Le pouvoir d'achat en baisse.
> Les profits et dividendes des entreprises atteignent un niveau record (9 milliards d'euros rien que pour Total en 2004 !)

L'Etat transfère massivement ses charges aux Conseils Régionaux, Conseils Généraux, Communautés Urbaines et Communes

Charges de l'État



Charges locales



C'est la grande idée de MM Chirac et Raffarin : **transférer les dépenses de l'Etat** vers les Communes, les Régions, les Départements.

Transports en commun (métro, RTR ...) : suppression de toute aide (pour la première fois, l'Etat fait même du bénéfice avec la TVA).

RMI : l'emploi va mal, le nombre d'allocataires augmente, le Gouvernement transfère donc aux Conseils Généraux. Depuis 2 ans, la participation de l'Etat à ce dispositif est tombée de 52 à 36 %. Les **routes nationales** vont être départementalisées. Les **agents techniques, ouvriers et de service** travaillant dans les collèges et les lycées, transférés aux départements et régions. Quel intérêt ?

Le point de Guy Hélin

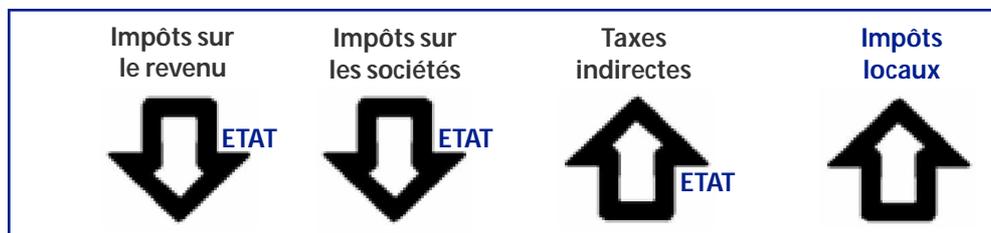
Conseiller municipal de gauche

Impôts locaux et fonciers vont, cette année, augmenter, notamment en raison du transfert de certaines dépenses de l'Etat vers les Collectivités Locales. La note sera encore plus douloureuse avec le nouvel impôt de la Communauté Urbaine votée par tous les élus de droite (dont ceux de Carnoux).



La perception de la taxe audiovisuelle avec les impôts locaux, alourdira encore les sommes que nous devons déboursier. Maigre consolation : la part communale n'augmentera pas et restera au taux voté en 2004 par le Conseil Municipal.

L'Etat baisse apparemment ses impôts (mais pas les taxes qui augmentent!) -> Les impôts locaux explosent !



L'impôt devient de plus en plus inégal. Ainsi l'impôt sur le revenu, le plus juste, car dépendant du revenu de chacun, baisse. Mais la TVA, inégalitaire, car s'appliquant de la même manière aux riches et aux pauvres, reste à un taux élevé. L'impôt sur les entreprises baisse, comme le demande le MEDEF, même si les bénéfices des

entreprises n'ont jamais été aussi hauts. "Profits, dividendes, 2004, une année record !" titre le Figaro le 18 Février 2005.

Pendant ce temps, le pouvoir d'achat des français régresse car l'Etat n'a jamais levé autant de taxes (par exemple les carburants) et **le total des impôts nationaux et locaux augmente.**

RÉFÉRENDUM

Le Cercle s'indigne



La couverture médiatique de la campagne référendaire n'est visiblement pas équitable. Journalistes, experts, consultants, ne cessent de promouvoir l'adoption du traité constitutionnel dans de multiples éditoriaux, analyses, enquêtes orientées. Les partisans du NON ne peuvent s'exprimer qu'au cours de débats où les animateurs eux-mêmes développent les arguments du OUI.

Comme 73% des Français (sondage du Journal le Monde), le Cercle Progressiste Carnussien s'insurge contre le déséquilibre flagrant de la campagne médiatique sur le référendum :

► L'affichage publicitaire (14000 affiches 4x3) financé par les contribuables (budget français mais aussi européen) mais ne reprenant que les arguments favorables au OUI et n'abordant aucun sujet au cœur du débat, comme l'Europe sociale ou la politique économique.

► Le Chef de l'Etat qui monopolise les médias, et profite de la moindre de ses sorties (Airbus par exemple) pour militer en faveur du traité, sans compter ses amis européens qu'il invite à s'exprimer sur le sol français.

► Les médias qui, ne se contentant plus des magazines politiques partisans, profitent de la moindre émission de



divertissement pour faire vendre le Traité par le truchement d'artistes convertis en spécialistes économiques et politiques ! Les avis sont partagés au sein même du Cercle Progressiste Carnussien. Nous sommes tous cependant attachés à l'expression de la démocratie.

En conséquence nous avons donné la parole à parité aux partisans du OUI comme à ceux du NON...de gauche !

Deux points de vue de Carnussiens



Nous sommes pour le OUI !

Nous votons oui au referendum parce que nous sommes des Européens convaincus.

Nous voulons une Europe plus démocratique

- Un président élu sur un programme politique Un parlement aux pouvoirs élargis (les élections européennes seront alors d'importance capitale) .
- Un droit d'initiative populaire pour une loi européenne (1 000 000 de signatures).
- Une Europe plus forte avec une politique étrangère et de sécurité au service de la paix fondée sur une défense commune.

Nous voulons une Europe sociale

Au de là du marché et de la monnaie unique des objectifs nouveaux:

- Plein emploi, lutte contre les exclusions et discriminations, justice sociale, développement durable-droits sociaux affirmés (protection contre les licenciements abusifs -droit à l'information et à la consultation des travailleurs -droit à la sécurité sociale-limitation de la durée du travail.
- Ce traité est une étape et constitue une avancée. La lutte doit continuer..

NOUS VOULONS UNE EUROPE DE PAIX
PROTECTRICE DES LIBERTES ESSENTIELLES

Cécile TONNELLE et Marie-Jeanne BROMONT



Nous sommes pour le NON !

Cette Constitution n'est pas acceptable.

Elle est avant tout d'inspiration libérale (dogme du marché et de la concurrence) et n'a aucune ambition sociale. C'est la porte ouverte à de

nouvelles attaques contre les services publics, à l'incitation à l'allongement de la durée du travail et sa flexibilisation, aux délocalisations, à la précarisation partout en Europe.

Elle n'est politiquement pas neutre, mais verrouille anti-démocratiquement toute une série de politiques libérales qui ne pourront pas être modifiées.

Elle n'est pratiquement pas révisable, nécessitant une double unanimité, impossible à 25 ou 30.

Européens convaincus, nous considérons que cette Europe là n'est pas la nôtre. Le projet Européen doit être beaucoup plus ambitieux, favoriser le développement économique, social, culturel et éducatif, s'appuyer sur une harmonisation sociale par le haut.

Nous ne souhaitons pas une Europe au rabais qui aggraverait les inégalités. Nous souhaitons une Europe des lumières, où nos enfants seront respectés et où le libéralisme ne sera pas roi.

Approuver le texte du Traité reculerait ce noble but et donnerait carte blanche à ce libéralisme sauvage qui ravage la planète. Voter NON est le seul moyen de définir un cadre constitutionnel où l'homme passe avant l'argent.

Le 29 Mai, nous voterons NON.

Laurent MAUNEAU et Andrée BOULESTEIX

Le retard des transports en commun

Dossier réalisé par Charles

Le transport scolaire : de nombreux problèmes ...

Le Conseil Général ne gère plus l'ensemble des transports scolaires mais seulement les trajets effectués hors d'un même périmètre urbain¹. C'est donc la Communauté Urbaine MPM qui organise le transport en car. Toujours dans l'exemple précédent, jusqu'à la dernière année scolaire (2003/2004), l'accès aux cars était réservé aux seuls élèves. Maintenant ce sont les cars de "ligne publique" qui assurent le ramassage des enfants avec tout autre voyageur désirant l'emprunter.

Il devient possible de faire voyager les élèves

debout si le nombre de places assises est atteint (interdit pour un car scolaire), le trajet est plus long ainsi que la durée :

- le matin, 50 minutes pour aller de Carnoux au Lycée de la Méditerranée,

- le soir, selon l'heure de fin des cours et l'horaire de passage du car, c'est plus d'une

Par année scolaire / an	coût	frais de dossier
Elève de Carnoux	120 €	0 €
Elève de d'Aubagne	0 €	10 €

Exemple de tarification pour un lycéen non boursier de Carnoux et d'Aubagne se rendant en car à un Lycée de La Ciotat

heure qu'il faut pour retourner au domicile.

Les étudiants (ou tout autre Carnussien) devant se rendre à Aix en Provence, doivent rallier le pôle d'échanges d'Aubagne dans des conditions (horaires et fréquences) inadéquates.

Si nous voulons donner la priorité aux transports en commun, il faut repenser la complémentarité entre transports ferroviaires et routiers.

Site à consulter :

www.cg13.fr/?page=collegesetudiants_transport#

Le billet du râleur

Justement, à propos du tramway (ci-contre), le Maire de Marseille, Jean-Claude Gaudin, Président de la Communauté Urbaine, fait fort dans la libéralisation des services publics. Il a décidé d'ouvrir à la concurrence les futures lignes de tramway, financées par l'argent public ! La RTM sera écartée...

Ah, si on pouvait aussi privatiser les écoles et les hôpitaux...

Le tramway, la RTM : un Etat déficient

Le tramway, c'est un coût total de 468 M€. Mise en service en 2007.

L'Etat a constamment diminué ses aides qui ne compensent même plus la TVA : 25 M€ seulement, alors que le coût total est en augmentation. La Région et le Conseil Général sont sollicités pour combler cette déficience (merci, Chirac, pour nos impôts locaux).

Les chantiers ferroviaires en retard

50% d'augmentation du trafic régional en six ans. Une progression de 7% en un an.

Les chantiers ferroviaires représentent 535 M€ de travaux inscrits au Contrat de Plan Etat-Région (CPER). Si la Région n'a cessé d'augmenter son budget en matière de transports, l'Etat, lui, a **gelé les crédits d'Etat destinés au triplement de la voie**

La RTM doit également s'endetter : 15 M€ en 2004, en augmentation pour le futur. Cet endettement pèse sur le fonctionnement, la RTM ne pouvant plus assurer le renouvellement "à minima" des installations, ce qui implique, par exemple, qu'il s'écoule 3mn 50s entre deux passages de rames de métro aux heures d'affluence au lieu des 90 secondes prévues.

Marseille-Aubagne.

Pour le doublement de voie ferrée Marseille-Aix, prévu pour mi-2005, l'Etat ne finance que 31,96% du coût total, laissant la charge financière à la Région, au Département et au Réseau Ferré de France.



Pourquoi adhérer ? Et bien, pour au moins une raison importante

Plus nous sommes d'adhérents, plus nous avons de poids auprès de la mairie de Carnoux, auprès de nos partenaires politiques, aux côtés de nos amis membres d'autres associations citoyennes, pour défendre plus efficacement nos idées.

Nom :

Prénom :

Adresse :

Signature :

Recopiez ou découpez le bulletin ci-contre, libellez un chèque de 15 euros à l'ordre du Cercle Progressiste Carnussien, puis expédiez-le à l'adresse ci-contre.
13470 Carnoux en Pce

Les statuts de l'association vous seront adressés sur simple demande.

Votre aide financière est essentielle pour éditer notre Lettre, notre Journal et organiser nos conférences et actions. Les dons sont possibles.

Le Cercle Progressiste Carnussien
30 avenue Maréchal Foch
13470 Carnoux en Pce

www.carnouxprogres.com
mail : carnouxprogres@ifrance.com